

Sources de données plurinationales sur l'accès aux services financiers

Note technique

Février 2009

Christoph Kneiding, Edward Al-Hussayni et Ignacio Mas



© 2009 Groupe consultatif d'assistance aux pauvres/Banque mondiale

Tous droits réservés.

CGAP

1818 H Street, N.W., MSN P3-300

Washington, D.C., 20433 États-Unis

www.cgap.org

cgap@worldbank.org

Table des matières

Quelles sont les principales lacunes d'information ?	5
Portée	7
Combien de personnes utilisent des services financiers ?	7
Obtention des services financiers	12
Quel est le coût d'utilisation des services financiers ?	
Quelle est l'importance des obstacles non tarifaires ?	12
Quel est l'environnement juridique, réglementaire et institutionnel qui soutient la microfinance ?	14
Utilisation des services financiers	16
Quels sont les divers produits financiers auxquels ont recours les ménages et les microentreprises ?	16
Quel est le niveau des connaissances financières ? Quelle est l'attitude des enquêtés vis-à-vis des services financiers ?	17
Financement de la microfinance	19
Conclusions	21
Synthèse des sources de données	24
Informations supplémentaires	32
Bibliographie	34

Remerciements

Les auteurs remercient Jeanette Thomas, Robert Cull, Jonathan Morduch, Glenn Westley, Richard Rosenberg et Jake Kendall pour leurs précieux commentaires sur une version antérieure du présent document.

Le présent document examine plusieurs sources d'information en rapport avec la microfinance ou avec l'accès aux services financiers au sens large, puis en analyse la pertinence. Nous nous limiterons ici aux sources plurinationales dont les données présentent un certain degré de comparabilité. Toutefois, nous reconnaissons que, pour un pays en particulier, les données les plus utiles proviennent de sources nationales individuelles.

Nous ne nous pencherons pas sur les mérites intrinsèques, la rigueur méthodologique ou la fiabilité des données de chaque enquête citée dans ce document, préférant nous concentrer sur les questions auxquelles ces données sont susceptibles de répondre. Dans la mesure où les informations démographiques concernant les clients touchés par les services financiers sont importantes pour de nombreux lecteurs, nous mettons en avant les sources qui fournissent ce genre de renseignements.

Un ensemble de données ne peut jamais être totalement exhaustif et, même s'il l'était, il serait trop volumineux pour être géré. C'est pourquoi toutes les données proviennent d'une étude réalisée sur un groupe plus ou moins uniforme d'enquêtés. En premier lieu, les enquêtes sont classées en fonction de l'identité des personnes interrogées.

Du côté de la demande, il est possible de réaliser des études précises sur les deux principales catégories d'usagers des services financiers : les ménages et les entreprises. Il est aussi envisageable de conduire des sondages d'opinion plus généraux. Du côté de l'offre, des études peuvent être effectuées sur les différents types d'entités qui fournissent des services financiers : les banques, les institutions de microfinance (IMF), les caisses d'épargne, les banques postales, les coopératives d'épargne et de crédit, etc. Pour mieux comprendre les perspectives de croissance de l'accès à la finance, il est possible de mener des études sur les organisations qui financent la microfinance de manière à savoir comment elles allouent leurs ressources, tandis que les autorités de réglementation et autres décideurs peuvent être interrogés sur la nature du cadre de réglementation et de surveillance.

L'annexe A contient de brèves descriptions des diverses études que nous avons trouvées, classées en fonction du type de personnes interrogées. L'annexe B présente les liens hypertextes (s'il y en a) menant à des informations plus détaillées sur chacune de ces enquêtes.

Quelles sont les principales lacunes d'information ?

Les lacunes d'information que nous avons identifiées peuvent être rangées dans quatre grandes catégories. Tout d'abord, nous mesurons le nombre de personnes ayant accès aux services financiers, c'est-à-dire la portée. Pour ce faire, il nous faut disposer d'un inventaire rigoureux, régulier et représentatif de la pénétration des services financiers qui soit comparable sur le plan international. Cet inventaire peut se placer du point de vue de la demande (dénombrement des clients) ou du point de vue de l'offre (dénombrement des comptes). Ensuite, nous examinons les produits financiers proposés aux clients et les obstacles qui entravent l'accès à ces offres (frais, canaux ou contraintes réglementaires, par exemple), c'est-à-dire tout ce qui concerne l'obtention des services financiers. En troisième lieu, nous nous penchons sur les besoins des clients, les choix dont ils disposent et la manière dont ils exercent ces choix, c'est-à-dire l'utilisation des services financiers. Enfin, nous étudions les flux d'argent à destination du secteur de la microfinance, c'est-à-dire le financement de la microfinance.

S'agissant de la portée, plusieurs acteurs recueillent des informations sur leurs marchés. Il manque toutefois encore une analyse exhaustive, au niveau national, des services financiers destinés aux pauvres et des institutions financières qui offrent ces derniers. Dans de nombreux pays, servir des clients marginalisés n'est plus l'apanage d'institutions financières spécialisées poursuivant une vocation sociale. En effet, les sociétés de crédit à la consommation et les banques commerciales formelles sont de plus en plus nombreuses à pénétrer ce secteur. Ces acteurs consignant leurs activités de différentes manières, il est difficile d'obtenir des informations globales, ce qui constitue une contrainte de taille pour les travaux de recherche futurs. Il reste à régler une question de méthodologie, qui porte sur les problèmes de double comptabilisation et d'élimination des comptes inactifs.

La question de l'obtention des services financiers peut être considérée sous deux angles. Bien que plusieurs sources de données aient comparé et classé les aspects de réglementation de manière méthodique, nous ne disposons toujours pas d'une évaluation systématique de l'efficacité de ces réglementations. Plus généralement, comment transformer des lois complexes en indicateurs pouvant être utilisés dans le cadre d'une analyse numérique ? À cet égard, l'un des problèmes est que tout indicateur ou score simplifié implique un jugement de valeur, lequel entraîne un risque de biais et de simplification à outrance. Sur le plan institutionnel, des tentatives sont menées pour détailler les offres des

différentes institutions (MIX Market, par exemple). Mais à moins de prendre en compte tous les éléments (taux d'intérêt, gamme de produits, emplacement géographique), celles-ci ne fournissent qu'un panorama relativement fragmenté, sans compter qu'elles n'analysent pas l'ensemble des institutions concernées.

Plusieurs sources de données analysent les divers aspects de l'utilisation des services financiers : quels événements et situations suscitent le besoin d'un service financier précis ? Quels sont les comportements et les opinions vis-à-vis des produits et des prestataires ? Comment ces comportements influent-ils sur la prise de décision des clients existants et potentiels ? La plupart des données disponibles à l'heure actuelle sont limitées sur le plan géographique et ne prennent en compte que les décisions prises, pas les options envisagées. Dans le cas des études comportementales, en particulier, une question peut être interprétée différemment selon les personnes. D'où la difficulté d'interpréter et de comparer les résultats de ces études à l'échelle internationale.

Les données sur le financement de la microfinance sont obtenues soit par des études sectorielles générales, soit par des enquêtes plus analytiques. La première approche consiste essentiellement à dénombrer les financeurs et les bénéficiaires et, parfois, les instruments employés. La seconde détaille les sommes investies dans chaque projet individuel et, dans le meilleur des cas, contient un descriptif ou un classement des types de projets financés. Jusqu'à présent, la principale difficulté a été de définir clairement la notion de « projet de microfinance » et de couvrir convenablement la gamme complète des investisseurs, qui va des bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux et institutions financières de développement (IFD) aux acteurs commerciaux comme les banques en passant par les véhicules d'investissement en microfinance (VIM).

Combien de personnes utilisent des services financiers ?

Pour comprendre ce qu'est la portée, il faut répondre à cette question essentielle. Malheureusement, en raison du manque d'enquêtes et des nombreux problèmes de définition, cette réponse nous échappe. Quels comptes faut-il dénombrer ? Dans quels types d'institution les comptes doivent-ils être tenus ? Honohan (2008), Demirguc-Kunt et Honohan (2007), Claessens (2005) et Tejerina et al. (2006) présentent un tableau exhaustif des indicateurs d'accès aux services financiers et de leur élaboration à l'aide de sources de microdonnées existantes. Ces travaux constituent le premier pas vers un perfectionnement et une harmonisation des méthodes de mesure.

On distingue deux grands types d'approche pour déterminer la portée : celles liées à la demande, qui portent sur les usagers des services financiers (particuliers, ménages) et celles liées à l'offre, qui portent sur les prestataires de services financiers. Honohan (2005) décrit dans le détail les diverses approches et leurs avantages respectifs. La publication *Emerging Markets Economics* (2005) présente un bilan détaillé des enquêtes réalisées et un aperçu des indicateurs standards d'accès aux services financiers et d'utilisation.

Les approches liées à la demande sont fondées sur des entretiens avec des échantillons de ménages représentatifs sur le plan national. Ces exercices sont onéreux et, en général, quand ils sont exécutés, ils sont espacés de plusieurs années. S'ils permettent effectivement de dresser un état des lieux de l'accès aux services financiers dans un pays à un moment donné, ils n'offrent aucun suivi dans le temps. Par ailleurs, les définitions et les questionnaires employés dans les enquêtes auprès des ménages sont généralement adaptés par chaque fournisseur de données et souvent pour un pays en particulier. De ce fait, les données résultantes se prêtent mal à une comparaison entre pays. D'autre part, la richesse des données recueillies lors des enquêtes auprès des ménages permet de décomposer les indicateurs financiers dans n'importe quel pays en fonction de caractéristiques démographiques, rurales/urbaines et éducatives, et en fonction des revenus et de l'emploi. Ainsi, elles sont souvent utiles, non seulement pour dénombrer, mais aussi pour repérer les ménages privés d'accès aux services financiers sur la base d'autres caractéristiques,

plus facilement observables. Suit une brève énumération des principales enquêtes plurinationales auprès des ménages¹.

L'Étude sur la mesure des niveaux de vie (*Living Standards Measurements Survey*, LSMS) de la Banque mondiale recueille des données au moyen de plusieurs questionnaires thématiques auprès d'échantillons de ménages représentatifs du pays (1 000 à 5 000 ménages) gérés par des bureaux locaux d'études statistiques. Lancée en 1980, la LSMS a été menée à ce jour dans 33 pays, environ tous les 1 à 5 ans. Les questions portent sur la consommation, le revenu, l'épargne, l'emploi, la santé, l'éducation, la fertilité, la nutrition, le logement et la migration. Étant donné que les sondeurs n'utilisent pas un questionnaire standard, il est difficile d'établir des comparaisons entre pays. Toutefois, la LSMS constitue le plus grand ensemble de données rigoureuses sur les ménages dont on dispose pour les pays en développement.

Un module sur les services financiers réalisé en conjonction avec la LSMS effectuée au Ghana en 2006 a produit des données précises sur les ménages, représentatives de la situation nationale, sur l'accès et le recours aux services financiers. Ce module est mis en application actuellement, ou le sera à l'avenir, dans au moins huit autres pays. Les questionnaires seront adaptés aux conditions locales mais, dans chaque étude réalisée pour un pays, ils comprendront une série de questions standards à des fins de comparaison internationale. Ce module d'enquête renferme un potentiel considérable : le fait de le relier aux enquêtes nationales actuelles sur les revenus, la consommation et les dépenses des ménages permettrait éventuellement de le reproduire dans de nombreux pays et d'accéder à des données financières sur les ménages à une échelle plurinationale.

Honohan (2005) présente un aperçu des questions liées aux services financiers dans chaque pays où une LSMS a été réalisée. Beck et al. (2008) créent un ensemble standard de mesures sur l'accès aux services financiers à partir de données LSMS et analysent, par calcul économétrique, la relation entre cet accès et un faisceau d'autres attributs propres aux ménages (revenu moyen, taille du ménage, milieu urbain ou rural, âge, sexe et niveau d'instruction du chef de ménage, par exemple). Ils relatent de nombreuses difficultés en termes de comparabilité internationale des données, qui ont entravé leur analyse.

Le programme de la Banque interaméricaine de développement (BID) pour l'amélioration des enquêtes et la mesure des conditions de vie en Amérique latine et dans

1. Nous reconnaissons que les enquêtes nationales sur les ménages comportent souvent des questions qui traitent précisément de l'accès au financement. Toutefois, dans le cadre de cet article, nous nous intéressons uniquement aux sources d'information plurinationales.

les Caraïbes (MECOVI) extrait des données provenant de plus de 400 enquêtes polyvalentes et indépendantes qui couvrent 22 pays de la région. Parmi ces enquêtes nationales, 12 contiennent des questions fournissant des données raisonnablement comparables et de grande qualité sur les taux d'accès aux services financiers. Tejerina (2006) décrit les principales conclusions des enquêtes MECOVI. Tejerina et Westley (2007) définissent un ensemble standard de mesures de l'accès aux services financiers au moyen des données MECOVI, analysent comment le recours aux services financiers formels et informels varie en fonction des revenus des ménages et étudient les liens existant entre l'esprit d'entreprise et le recours aux services financiers.

Les enquêtes FinScope de Finmark couvrent 14 pays d'Afrique subsaharienne, avec des échantillons de 2 000 à 3 000 ménages. Contrairement aux enquêtes LSMS et MECOVI, FinScope se concentre sur les caractéristiques financières des ménages et élabore des mesures complètes portant sur l'utilisation, l'accès et les attitudes vis-à-vis du crédit, de l'épargne et d'autres produits financiers. FinScope emploie également un instrument standard d'enquête qui facilite les exercices de comparaison internationale. Elle va plus loin que les enquêtes LSMS et MECOVI dans la mesure où elle contient des informations sur l'utilisation différenciée des services financiers par des personnes appartenant à un même ménage.

Par ailleurs, FinScope a créé une mesure des services financiers qui place les individus sur une échelle d'accès aux services financiers et d'attitude vis-à-vis de ces services, partant des personnes ayant un accès intégral (c'est-à-dire entièrement bancarisées) pour arriver à celles qui sont entièrement privées d'accès. Cet outil peut servir à classer les clients en fonction de leur degré d'exposition aux services financiers.

Le programme d'enquêtes démographiques et sanitaires (DHS) de l'USAID (U.S. Agency for International Development) constitue une source d'information prometteuse et inexploitée à ce jour. Ces enquêtes se concentrent sur les résultats en matière de santé et de nutrition, mais incluent également une question fondamentale sur la situation des ménages en termes de bancarisation et de niveau de richesse. Elles emploient un instrument unique pour plus de 75 pays en développement, ce qui garantit la comparabilité internationale des données.

Des enquêtes orientées vers l'offre portant sur plusieurs catégories de prestataires de services financiers peuvent aussi être utilisées pour évaluer le degré de pénétration de ces services dans chaque pays. Toutefois, il faut noter que ces exercices dénombrement les comptes, non les clients, d'où le risque d'une double comptabilisation des personnes titulaires de comptes multiples. En outre, les caractéristiques démographiques et financières des personnes servies restant peu précises, il est impossible de tirer des conclusions quant au marché cible de ces institutions.

Voyons à présent les principales enquêtes portant sur le nombre de comptes dans les IMF :

- Le MIX collecte des informations détaillées sur les rapports financiers et d'activité de près de 1 500 IMF dans plus de 110 pays et les publie sur le site du MIX Market (www.mixmarket.org). Ces données sont actualisées chaque année. Les IMF communiquent leurs rapports financiers internes, leurs rapports d'activité et, s'il y a lieu, leurs états financiers audités, ainsi que les notes et rapports de notation. Les analystes du MIX effectuent un nouveau classement des données et comptes conformément aux normes internationales de communication financière, les épurent en fonction des règles d'audit puis publient les résultats sur le MIX Market. Au total, 61 % des données annuelles sont tirées de rapports d'audit complets. Le MIX Market publie des indicateurs et ratios clés, sur la base des informations sous-jacentes publiées, conformément aux normes du secteur de la microfinance. Le MicroBanking Bulletin (MBB) offre une analyse plus approfondie, avec un sous-échantillon du panel du MIX constitué de 340 IMF qui publient leurs données depuis au moins trois ans. Les indicateurs couvrent l'étendue (nombre d'emprunteurs et d'épargnants actifs) et le degré de portée (part des clients en dessous du seuil de pauvreté, part des clients démarrant une microentreprise pour la première fois). Les données du MBB sont de nature confidentielle et seuls sont publiés les chiffres consolidés à partir de cinq observations au moins, ce qui entrave considérablement l'utilité de cette série de données.
- Les données sur la microfinance de la BID couvrent plus de 650 IMF dans 22 pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elles présentent le nombre total de clients et le nombre de microemprunteurs par IMF. Relevées pour la première fois en 2001, elles ont été actualisées de manière irrégulière.
- Le Centre de microfinance pour l'Europe centrale et de l'Est (MFC) publie régulièrement un rapport intitulé « State of the Microfinance Industry in Eastern Europe and Central Asia » qui, chaque année, enquête sur plus de 250 institutions dans 27 pays de la région. Parmi les indicateurs présentés figurent l'encours de crédits brut moyen de chaque institution, le nombre d'emprunteurs actifs et une mesure du degré de portée. Une section consacrée à la performance sociale détaille le genre des clients, la distribution entre zones rurales et urbaines et des données régionales sur certains groupes d'intérêt, comme les minorités ethniques, les réfugiés et les handicapés.
- L'enquête du Microcredit Summit couvre 3 600 IMF de 130 pays, soit environ trois fois plus d'institutions que le MIX. Ici, les données recueillies sont très limitées (nombre de clients, nombre de clients parmi les plus pauvres, nombre de femmes parmi les plus pauvres). Ainsi, elles correspondent davantage à des indicateurs généraux, ce qui convient bien à un exercice de dénombrement pur.

Les enquêtes ci-après dénombrent les comptes détenus dans des banques et auprès d'autres catégories d'intermédiaires :

- BankScope présente un aperçu des volumes de prêt et d'épargne dans les grandes banques commerciales de 55 pays. Les données peuvent être réparties par exercice budgétaire, lieu géographique, catégorie d'institution financière, et ainsi de suite. Sont comprises également des informations sur la notation, la structure de propriété et les méthodes de comptabilité. Cette enquête ne fournit aucune donnée relative à la portée auprès des clients n'ayant pas recours au système bancaire traditionnel.
- Beck et al. (2006) et Kumar et al. (2008) ont examiné les cinq plus grandes banques sous l'angle du nombre de titulaires de comptes dans plus de 50 pays. Leur indicateur de résultat principal est le nombre de comptes bancaires pour 1 000 habitants d'âge adulte. Les catégories de comptes sont ventilées en comptes courants, comptes d'épargne et dépôts à terme.
- Les données relatives aux membres de coopératives d'épargne et de crédit sont détaillées dans l'annexe statistique du Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit (WOCCU). Y figurent les sept indicateurs suivants, agrégés à l'échelle nationale pour tous les membres du WOCCU : I) nombre de coopératives d'épargne et de crédit ; II) nombre de membres ; III) taux de pénétration ; IV) volume d'épargne ; V) volume des prêts ; VI) réserves ; VII) actifs.
- L'enquête de la Banque mondiale sur les réseaux postaux présente des informations sur les activités des banques postales dans 60 pays, principalement basées sur des données secondaires. Y figurent des données sur le nombre de banques postales, les types de services financiers offerts, leur utilisation ainsi que le taux de pénétration des virements ou comptes d'épargne postaux pour différents pays.
- Dans un document du CGAP, Christen et al. (2004) présentent une compilation de données issues des diverses catégories de prestataires de services financiers rencontrés dans 148 pays pour estimer le degré de pénétration de ces services parmi la population, notamment les comptes d'épargne et de crédit. En se concentrant sur les « établissements financiers non traditionnels », l'analyse se limite aux services financiers destinés aux clients à revenus faibles à moyens, même si cette définition n'est pas des plus strictes. Selon les auteurs de l'étude, un problème méthodologique majeur réside dans le fait que le dénombrement des comptes n'équivaut pas obligatoirement au dénombrement des clients. Cette série de données du CGAP a été enrichie postérieurement par l'étude de Peachey et Roe (2005), lesquels ont incorporé des données issues d'autres banques d'épargne financées par des fonds publics. Honohan (2008) a créé un indicateur « composite » d'accès aux services financiers en fusionnant les données d'enquêtes sur les ménages lorsqu'elles étaient disponibles et les données sur les prestataires de services financiers de Peachey et Roe (2005) en l'absence de données sur les ménages.

Quel est le coût d'utilisation des services financiers ? Quelle est l'importance des obstacles non tarifaires ?

Examinons à présent les différents obstacles que les personnes rencontrent lorsqu'elles ont recours aux services financiers. Plusieurs sources d'information publient la charge d'intérêts moyenne sur les prêts². Du côté de la demande, les diverses enquêtes sur les ménages (LSMS, MECOVI, FinScope) ou sur les entreprises révèlent peu d'informations sur les taux d'intérêt imposés aux ménages et aux petites et moyennes entreprises (PME). Le MIX indique le rendement moyen du portefeuille pour les IMF comprises dans son échantillon, ce qui donne une idée du coût moyen global de l'emprunt. Toutefois, ces chiffres n'établissent aucune distinction entre les différents produits.

En général, les données sur le coût direct de l'épargne et de l'emprunt pour le client, hors intérêts, sont obtenues au moyen d'enquêtes sur les prestataires de services financiers. Beck et al. (2006) ont été les premiers à adopter cette méthode lorsqu'ils ont enquêté sur 193 banques à travers 58 pays. Ils ont comparé des données sur les obstacles aux services d'épargne, de crédit et de paiement, tels qu'un solde minimal ou un montant minimal de prêt, des frais annuels, le nombre de documents exigés pour ouvrir un compte ou encore des retards dans le traitement des demandes de crédit. Kumar (2008) a élargi l'exercice en enquêtant sur les cinq plus grandes banques de 54 pays. Les questions de cette enquête portent sur les coûts, directs et indirects, d'ouverture de compte. En particulier, elles traitent des frais et commissions imposés pour ouvrir un compte, par niveau de revenu et région ; du nombre moyen de documents exigés pour ouvrir un compte ; du nombre de jours nécessaires pour ouvrir un compte ; et des frais de tenue de compte. L'enquête établit également un indice qui classe les pays étudiés en fonction des commodités offertes et des options d'utilisation gratuite des services. Ces commodités comprennent les interrogations gratuites de solde, l'accès aux services de retrait en dehors des heures d'ouverture et les avis de découvert.

2. Il n'existe pratiquement aucune information comparable sur le coût des sources de financement officielles, qui remplissent de toute évidence une fonction importante pour les segments les plus pauvres de la population.

Ensuite, Kumar (2008) analyse les infrastructures de paiement dans chaque pays en se concentrant particulièrement sur quatre indicateurs :

1. La gamme des instruments de paiement offerts par les banques avec leur compte standard (chèques, cartes de retrait d'espèces, cartes de débit, systèmes de prélèvement automatique – interbancaires et intrabancaires – et cartes de crédit).
2. La qualité des réseaux de guichets automatiques de banque (GAB) et leur degré d'interopérabilité.
3. Les choix offerts par les banques en termes de canaux de paiement, que ce soit des paiements personnels (de particulier à particulier), le règlement de factures (particulier-entreprise), le paiement des impôts ou la perception de prestations sociales (particulier-État).
4. Le temps nécessaire pour réaliser une série de transactions de paiement à l'intérieur d'un pays.

Un site de la Banque mondiale publie des données sur les coûts d'envoi et de réception de sommes d'argent modestes entre deux pays (<http://remittanceprices.worldbank.org>). Ces données recouvrent 120 « couloirs de transfert » (c'est-à-dire des paires de pays émetteurs [14] et receveurs [67]). Après avoir porté son choix sur deux pays, l'utilisateur choisit une somme parmi deux (200 USD et 500 USD) et reçoit une liste de prestataires de transfert d'argent ainsi que le coût total encouru par l'émetteur pour chacun de ces prestataires. Cette indication comprend les frais de transaction, la commission de change (écart entre le taux de change interbancaire et le taux de change appliqué à la transaction) et le délai de virement, en nombre de jours.

La base de données en ligne du site SendMoneyHome (www.sendmoneyhome.org) établie par le ministère britannique du Développement international (DFID) réalise également un suivi du coût des transferts d'argent. Les utilisateurs peuvent ainsi saisir le nom du pays émetteur et celui du pays receveur, le montant et la périodicité du paiement ainsi que les modalités d'envoi. Il est ainsi possible de faire des comparaisons entre environ 8 000 services de transferts d'argent offerts par 200 institutions. Le nombre de pays figurant dans la base de données est en augmentation constante.

Les coûts indirects pour le client, comme la distance parcourue pour atteindre l'agence la plus proche, peuvent être obtenus à partir des enquêtes sur les ménages, qui incluent parfois des questions sur la présence ou non d'agences bancaires dans les environs ou sur la distance/durée du trajet pour les atteindre (modules communautaires LSMS, FinScope, MECOVI).

Quel est l'environnement juridique, réglementaire et institutionnel qui soutient la microfinance ?

L'accès aux services financiers peut être considérablement facilité par la réglementation. Rares sont les sources d'information traitant spécifiquement de la microfinance sous l'angle juridique ou réglementaire. L'une d'elles est la base de données comparative du CGAP, disponible en ligne, qui concerne la réglementation et la supervision de la microfinance et constitue une compilation des lois et règles régissant ce secteur. Elle présente la situation financière, juridique et réglementaire de la microfinance dans 52 pays sous un format unique. Les utilisateurs peuvent créer des rapports individuels par pays ou encore mettre en regard les données de plusieurs pays. Parmi les sujets traités figurent l'approche générale vis-à-vis de la réglementation, l'enregistrement des organisations concernées, les procédures d'agrément, le capital et les réserves, les directives en matière de gestion du risque, le reporting et la supervision.

Le Microscope ALC de la BID note le cadre réglementaire de chaque pays sur une échelle allant de 1 (note la plus faible) à 100 (note la plus élevée). Les sujets traités sont la réglementation des activités de microcrédit, la formation et le fonctionnement des IMF spécialisées réglementées et des IMF non réglementées ainsi que les capacités de réglementation et de contrôle. Chaque score numérique est assorti d'une explication détaillée sur l'évaluation réalisée.

Diverses enquêtes contiennent quelques informations susceptibles d'intéresser les prestataires de microfinance, sans pour autant cibler précisément ce secteur.

- Barth et al. (2008) analysent les règles prudentielles des banques commerciales de plus de 130 pays et présentent des données relatives à leur conformité aux normes de Bâle II. Leur analyse porte sur les exigences et les pouvoirs réglementaires concernant l'entrée dans le secteur bancaire, la structure de propriété, le capital, les pouvoirs et activités, l'audit, l'organisation, la liquidité, la constitution de provisions, la comptabilité et la publication d'informations, les mesures d'incitation pour les cadres, la garantie des dépôts et les mécanismes disciplinaires, notamment la sortie du secteur bancaire.
- Kumar (2008) a réalisé un examen des autorités de réglementation dans 54 pays pour analyser les aspects réglementaires des obstacles à l'activité bancaire et pour recueillir des données statistiques essentielles sur l'accès au secteur bancaire dans chacun de ces pays. L'étude s'attache à déterminer le degré de réglementation relatif à : la documentation accompagnant les demandes de crédit, la notification au client de toute modification de conditions en sa défaveur, et la publication d'informations.
- L'ouvrage *Payment Systems Worldwide: A Snapshot* de la Banque mondiale (García et al., 2008) présente les résultats d'une enquête menée en 2007 dans les

banques centrales du monde entier pour connaître la situation des systèmes nationaux de paiement et de compensation des valeurs mobilières. L'enquête, dont l'objectif n'est pas de collecter des données statistiques systématiques sur les différents éléments des systèmes nationaux de paiement, décrit plutôt l'envergure de ces systèmes sous un angle qualitatif.

- Le rapport *Doing Business* de la Banque mondiale présente des informations sur les particuliers et les entreprises couverts par les centrales des risques et sur la conservation de dossiers positifs et négatifs. De plus, il mesure à quel point les lois sur les garanties et la faillite protègent les droits des emprunteurs et des prêteurs et, par conséquent, facilitent l'octroi de crédit.

Quels sont les divers produits financiers auxquels ont recours les ménages et les microentreprises ?

La plupart des enquêtes sur les ménages se limitent à identifier les ménages qui, d'une manière ou d'une autre, sont en lien avec le système financier formel. De rares enquêtes LSMS (12) et MECOVI (18) nous renseignent sur les produits de crédit – prêts, cartes de crédit, autorisations de découvert – utilisés par les ménages. Certains modules décrivent les conditions précises des prêts (taux d'intérêt, échéance, garantie, documents requis) ; ils peuvent aussi inclure les raisons pour lesquelles une demande est rejetée ou n'est pas déposée. Les enquêtes MECOVI et LSMS contiennent des informations indirectes limitées sur l'utilisation des produits d'assurance, par exemple sur les dépenses d'assurance des ménages.

Nettement plus larges, les enquêtes FinScope renseignent sur l'utilisation des produits de crédit, d'épargne, d'assurance, de paiement, de transfert d'argent et d'investissement. Elles fournissent également des informations sur l'emploi de chaque produit d'assurance en particulier.

La BAD a réalisé une enquête sur les services d'épargne volontaire qui recueille des données de base sur plus de 130 produits d'épargne offerts dans 25 pays d'Asie. Ces produits n'incluent pas les mécanismes d'épargne obligatoires ou ceux qui exigent un certain volume d'épargne pour accéder au crédit.

Les estimations des taux de pénétration nationaux de l'assurance et des primes moyennes, pour les catégories de produits vie et non-vie, sont consultables sur Swiss Re (2008), qui couvre 147 pays. Les données proviennent principalement des autorités nationales de supervision et, parfois, des associations d'assureurs.

Plusieurs sources proposent des informations sur les transferts d'argent internationaux. Au niveau macro, les Statistiques financières internationales (SFI) du Fonds monétaire international proposent des données sur les flux de transfert d'argent nets consolidés, inscrits dans les statistiques commerciales officielles ; la Banque mondiale publie des statistiques similaires dans ses Indicateurs du développement. Au niveau des marchés, de Luna Martinez (2005) établit des indicateurs de transfert d'argent à partir d'enquêtes auprès des banques centrales et des autorités de réglementation financière. Enfin, au

niveau des ménages, les enquêtes LSMS, MECOVI et FinScope présentent toutes des indicateurs révélant si les ménages reçoivent ou envoient des fonds. Dans les enquêtes LSMS (Ghana 2006), les modules spécialisés pour les transferts d'argent fournissent des informations précises sur les types de mouvements de flux, l'origine et la destination des fonds ainsi que l'emploi des fonds ainsi transférés.

L'étude *Financial Diaries* réalisée en Afrique du Sud, en Inde et au Bangladesh constitue une démarche novatrice. Elle examine la gestion des finances dans les ménages ruraux et urbains. Les données recueillies permettent de connaître les caractéristiques démographiques des ménages, leurs biens matériels, leurs revenus et dépenses typiques, les professions exercées actuellement ou dans le passé, et l'utilisation actuelle et passée des instruments financiers. Les données ainsi collectées sont uniques par leur précision et leur richesse. Surtout, elles peuvent aider à identifier des questions et à encadrer l'échantillonnage de grandes enquêtes plurinationales.

En ce qui concerne les PME, les *Enterprise Surveys* de la Banque mondiale présentent des données sur le crédit commercial, les finances personnelles et familiales, les lettres de crédit et les prêts (y compris sur les conditions de ces derniers). Les données sur les micro-entreprises sont bien plus rares ; elles sont généralement comprises dans celles obtenues lors des enquêtes LSMS, MECOVI et FinScope auprès des ménages.

Quel est le niveau des connaissances financières ? Quelle est l'attitude des enquêtés vis-à-vis des services financiers ?

Initiées dans les pays industrialisés, les enquêtes sur les connaissances financières et les attitudes vis-à-vis des services financiers ont récemment gagné du terrain dans un nombre croissant de pays en développement. Parallèlement à une réglementation et à une supervision adéquates des activités de microfinance, une connaissance des concepts financiers fondamentaux est perçue comme une condition essentielle pour favoriser, sur le plan local, des marchés financiers robustes. Dans le présent document, cette question est traitée au chapitre « Utilisation des services financiers » ; celui-ci décrit non seulement les choix qui s'offrent aux personnes concernées mais aussi les attitudes et les aptitudes financières de ces dernières.

L'étude de l'OCDE (2005) sur la maîtrise des notions financières analyse les enquêtes réalisées sur ce thème dans les pays membres. Elle met en relief les mutations économiques, démographiques et politiques qui confèrent à l'éducation financière une importance croissante et décrit les différents programmes de formation proposés actuellement dans les pays de l'OCDE.

Les enquêtes FinScope recueillent des informations sur les indicateurs de l'éducation financière dans plusieurs pays en développement, notamment la compréhension du calcul des intérêts composés, de la valeur actualisée et des effets de l'inflation. Elles évaluent en outre les attitudes générales des enquêtés vis-à-vis des banques et identifient les principaux obstacles à l'accès aux services au sein du système financier formel. Les catégories employées comprennent les conditions requises, les contraintes administratives, la technologie et la sécurité des transactions bancaires. Dans la mesure où elle tient compte des perceptions, cette enquête englobe également les comportements, les facteurs de qualité de vie et les modèles de consommation à partir desquels les chercheurs peuvent établir un profil sociodémographique précis pour ces personnes.

Le module LSMS sur les services financiers, qui, à ce jour, n'a été achevé qu'au Ghana, comprend une section sur les attitudes et les actes, dans laquelle les individus doivent exprimer les raisons pour lesquelles ils utilisent certains services financiers.

Les enquêtes *World Values Surveys* et le sondage *Gallup World Poll* fournissent des informations subjectives sur l'opinion des particuliers vis-à-vis de leur propre bien-être financier et leur confiance générale dans le système financier. Les enquêtes régionales sur les attitudes telles que l'Eurobaromètre, l'Afrobaromètre et le Latinobaromètre demandent aux enquêtés de décrire la confiance qu'ils accordent aux banques et aux produits financiers ainsi que de procéder à une autoévaluation de leur comportement en matière d'épargne et d'emprunt.

Différentes enquêtes portent sur les flux émanant de groupes d'investisseurs et de bailleurs au profit du secteur financier ou de la microfinance. Les deux sources ci-après dressent un tableau général du paysage du financement :

- La base de données en ligne du MIX Market consacrée à l'offre couvre plus de 100 investisseurs institutionnels et fonds pour les IMF. Les fonds peuvent y entrer leurs principaux contacts, une description de leurs activités, les types de financement offerts et les conditions associées ainsi que des informations sur leur structure et leur performance. Ces renseignements étant publiés par les intéressés eux-mêmes, il n'est pas possible d'en garantir l'exactitude ni l'exhaustivité.
- La FIRST Initiative gère un portail sur le Web qui diffuse des informations publiques sur la communauté officielle des bailleurs de fonds et ses activités de développement du secteur financier. Classés par région géographique, les projets sont présentés dans le détail : contexte, résultats, activités, durée de vie et budget. Près de 2 000 projets sont actuellement répertoriés sur le site.

D'autres sources d'information vont au-delà d'une simple cartographie des bailleurs et/ou bénéficiaires de fonds :

- Le CGAP mène des enquêtes périodiques sur une vaste gamme de bailleurs : I) investisseurs bilatéraux et multilatéraux ; II) institutions financières internationales (IFI) ; III) VIM. Les deux premières enquêtes portent sur les montants engagés ou les encours d'investissement et les projets en instance d'investissement, tandis que la troisième collecte des données sur le financement et la performance des VIM.
- Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) détaille pour chaque organisme bailleur les flux étrangers d'aide au développement aux niveaux des pays/secteurs. Le CAD recueille des données financières et qualitatives précises sur les flux d'aide auprès de ses 23 membres, auprès d'organismes d'aide multilatéraux comme la Banque mondiale et les Nations unies et auprès d'un nombre croissant de bailleurs en dehors de l'OCDE. Il existe une catégorie « services bancaires et financiers », mais pas de catégorie distincte sur la microfinance.

- La base de données de PLAID (Project-Level Aid) vise à présenter des informations sur tous les projets en faveur desquels les organismes d'aide bilatéraux et multilatéraux se sont engagés depuis 1973. Elle n'est pas encore ouverte au public mais devrait être lancée dès le début de l'année 2010.

Conclusions

Notre étude révèle que, pour la plupart des questions posées dans ce document, des données plurinationales issues de sources diverses sont disponibles. Toutefois, certaines contraintes apparaissent lorsqu'il s'agit de rassembler ces sources pour obtenir un panorama global de l'accès aux services financiers :

- Différentes sources de données ciblent différents publics. Par exemple, le MIX Market et le Microcredit Summit collectent tous deux des données sur les IMF. Mais alors que le MIX Market présente des données comptables détaillées, susceptibles de faire l'objet d'analyses statistiques approfondies par des chercheurs et des praticiens, le Microcredit Summit ne fait qu'informer les décideurs politiques et le grand public des avancées réalisées dans le secteur de la microfinance. Il apparaît peu utile de fusionner les deux ensembles d'informations puisque la proportion d'indicateurs comparables est très réduite.
- Les données à notre disposition sont incomplètes. Dans certains cas, elles ne couvrent qu'une partie des questions auxquelles nous souhaitons répondre (en particulier pour les questions ayant trait à l'utilisation des services financiers). Dans d'autres, elles ne couvrent que certains des acteurs qui fournissent un accès aux services financiers dans la mesure où elles comportent souvent un biais en faveur des institutions financières réglementées. Qui plus est, dans la quasi-totalité des cas, les données ne couvrent que certaines régions géographiques et ne présentent donc pas un horizon complet de l'accès aux services financiers.
- Les données ne sont pas nécessairement comparables parce que les méthodes de collecte et les définitions d'indicateurs varient d'une source à l'autre. Par exemple, les enquêtes FinScope et certaines sections de l'enquête LSMS de la Banque mondiale traitent du même thème : quels sont les divers produits financiers utilisés ? Néanmoins, toute comparaison des données issues de ces deux sources se révèle presque impossible, car chaque enquête a ses propres participants et sa propre définition des produits financiers.

Quels sont donc les principaux besoins en termes de collecte de données pour aider à faire progresser l'accès aux services financiers ? La première exigence est de mesurer *l'ampleur de la tâche*. Cela nous aidera en effet à classer par ordre de priorité les efforts requis (étude par pays ou par segment de clientèle, par exemple) et à fixer des objectifs

tangibles pour parvenir à l'inclusion financière. Pour réussir dans cette entreprise, la collecte de données doit être représentative, rigoureuse et crédible. Les enquêtes doivent en outre être régulièrement actualisées de manière à évaluer les changements dans la couverture des services financiers. Une solution potentielle serait de réaliser tous les trois ans des enquêtes « flash » auprès des ménages ciblant 50 à 100 pays avec une série de 20 à 30 questions. Cette méthode éviterait les problèmes liés au seul dénombrement des comptes. Évaluer la portée est important pour les décideurs. Ceux-ci doivent en effet disposer d'une base les aidant à définir un ordre de priorité des mesures à prendre pour faciliter l'accès aux services financiers et à suivre leur progrès dans le temps. Les défenseurs de la microfinance ont besoin d'un indicateur permettant de communiquer sur la tâche à réaliser et de soutenir l'intérêt du public en publiant régulièrement des rapports d'avancement. Les chercheurs peuvent se servir de ces données comme indicateurs de résultat pour les études plurinationales sur les facteurs déterminants de l'accès aux services financiers.

Les indicateurs sur l'« obtention des services financiers » sont plus exploitables que les simples exercices d'inventaire. En effet, ils peuvent aider les décideurs à identifier les mécanismes importants qui, dans un pays, améliorent l'accès aux services financiers. Les acteurs qui appuient le secteur doivent disposer d'éléments concrets sur les principaux obstacles entravant l'accès des pauvres aux services financiers. En outre, les chercheurs peuvent exploiter ces informations pour améliorer les modèles explicitant les principales incitations et contraintes en matière d'accès aux services financiers dans les différents pays. Un inventaire des *offres et contraintes* nous permettrait d'envisager l'offre sous un jour nouveau et d'analyser de plus près les pratiques du marché en général. Le but serait de découvrir la source du problème dans l'offre financière formelle (par ex. frais, canaux ou contraintes administratives) et de transformer ces réalités du marché en indicateurs exploitables. Bien entendu, les questions de réglementation jouent un rôle décisif dans ce débat, car elles déterminent largement les conditions du marché. Pour pouvoir faire l'objet d'une analyse quantitative, les règles et règlements doivent être quantifiés (par des méthodes de notation, par exemple). Quelques tentatives ont eu lieu dans ce sens (voir Microscope ALC de la BID) ; elles pourraient jeter les bases d'un exercice de grande envergure auquel participeraient de nombreux pays et plusieurs régions du monde.

Les indicateurs sur l'« utilisation des services financiers » peuvent constituer le point de départ de mesures politiques au niveau micro. Ils peuvent servir directement au développement de solutions spécifiques relatives aux produits, aux canaux de prestation de services ou aux stratégies de marketing social. Les acteurs du marché peuvent s'inspirer de ces données pour développer leurs produits et favoriser la conception de

solutions meilleures et mieux ciblées. Les chercheurs peuvent obtenir de précieux éléments pour mener des études sur l'adoption des technologies, l'acceptation des marques et la modélisation des processus décisionnels. C'est la raison pour laquelle nous devons mieux comprendre quels sont *les facteurs et les comportements* qui motivent l'utilisation d'intermédiaires et de produits financiers. Les instruments employés à ce jour pour réaliser les enquêtes sont divers (instruments qualitatifs, panels et/ou instruments quantitatifs) et ont fourni des enseignements précieux, selon diverses perspectives, sur les modalités d'utilisation des services financiers. L'harmonisation est difficile, car les questions portant sur les besoins, les autres solutions offertes, les attitudes et les décisions sont interdépendantes et, par conséquent, doivent être appréhendées simultanément. Jusqu'à présent, aucune enquête n'a entrepris de le faire. Lancer une telle opération nécessiterait un financement substantiel.

Annexe A. Synthèse des sources de données

A1. Synthèse des sources de données sur les ménages

	LSMS	LSMS phase IV module financier	FinScope
Entité d'exécution	Banque mondiale	Banque mondiale	FinMark Trust
Couverture	31 pays (depuis 1980)	9 pays (1 achevée, 4 sur le terrain en 2008, 4 programmées)	15 pays (14 en Afrique subsaharienne, plus Pakistan)
Unité d'échantillonnage principale	Ménage, communauté	Ménage (randomisation des individus au sein du ménage)	Ménage
Ciblage principal	Pauvreté	Services financiers	Services financiers
Nb de questions pertinentes sur les services financiers	1-5	15-20 (sur la base du questionnaire du Ghana)	30-40
Fréquence	1-5 ans	1 fois	1 fois
Taille d'échantillon	1 500-5 000	2 000-3 000	2 000-3 000
Instrument d'enquête standard	Non	Oui	Oui
Données sur le panel	Limitées	Non	Non
Données accessibles au public	Oui	Non	Seulement pour certains pays
Méthodologie	Enquête représentative sur le plan national, complexe (stratification, regroupements). Cadres d'échantillonnage conçus à partir du recensement le plus récent	Sous-échantillon du cadre d'échantillonnage LSMS, ré-échantillonnage pour tester différents instruments d'enquête sur les produits financiers	Enquête représentative sur le plan national, complexe (stratification, regroupements)
Périmètre	Mesure de la non-bancarisation ; utilisation de produits d'épargne, de crédit et d'assurance ; indicateurs d'accès communautaires	Données précises sur les produits financiers – épargne, crédit, assurance, y compris les conditions relatives aux intérêts, garanties et documents à présenter	Mesure de la non-bancarisation ; utilisation des produits d'épargne, de crédit et d'assurance ; maîtrise des notions financières ; attitudes vis-à-vis des produits et établissements financiers ; indicateurs d'accès physique

A1. Synthèse des sources de données sur les ménages (suite)

	MECOVI	Financial Diaries
Entité d'exécution	BID, conjointement avec la Banque mondiale et la CEPALC	Université du Cap, université de Manchester
Couverture	12 pays en ALC (depuis 1997)	160 ménages en Afrique du Sud, 42 ménages au Bangladesh et 48 ménages en Inde
Unité d'échantillonnage principale	Ménage	Ménage
Ciblage principal	Pauvreté	Services financiers
Nb de questions pertinentes sur les services financiers	10-30	n/d
Fréquence	1-5 ans	
Taille d'échantillon	2 000-5 000	Plus de 200 ménages
Instrument d'enquête standard	Non	n/d
Données sur le panel	Non	Oui
Données accessibles au public	Non	Données sur l'Afrique du Sud disponibles sur www.datafirst.uct.ac.za
Méthodologie	Référentiel basé sur plus de 400 enquêtes nationales auprès des ménages. Enquête représentative sur le plan national, complexe (stratification, regroupements)	Qualitative, non représentative
Périmètre	Mesure de la non-bancarisation ; utilisation de produits d'épargne, de crédit et d'assurance	Utilisation des produits financiers

A2. Synthèse des sources de données sur les entreprises

	Enquêtes sur les entreprises et le climat d'investissement	Enquête sur l'environnement mondial des affaires	Enquête sur l'environnement des affaires et la performance des entreprises
Entité d'exécution	SFI/Banque mondiale	SFI/Banque mondiale	BERD/Banque mondiale
Couverture	40-60 pays	80 pays	27 pays en Europe/Asie centrale (EAC)
Unité d'échantillonnage principale	Entreprise	Entreprise	Entreprise
Nb de questions pertinentes sur les services financiers	10-15	10-15	10-15
Fréquence	1-3 ans (à partir de 2001)	1999, 2000	1999, 2002
Taille d'échantillon	100-2 500	200-600	200-600
Instrument d'enquête standard	Oui	Oui	Oui
Données sur le panel	Non	Non	Non
Données accessibles au public	Oui	Oui	Oui
Méthodologie	Échantillonnage aléatoire ; cadre élaboré de manière à être représentatif des sociétés à l'échelle nationale, par taille ; les facteurs de pondération de l'échantillonnage sont disponibles uniquement pour un petit groupe d'enquêtes	Échantillonnage aléatoire ; cadre élaboré de manière à être représentatif des sociétés à l'échelle nationale, par taille ; les facteurs de pondération de l'échantillonnage sont disponibles uniquement pour un petit groupe d'enquêtes	Échantillonnage aléatoire ; cadre élaboré de manière à être représentatif des sociétés à l'échelle nationale, par taille ; les facteurs de pondération de l'échantillonnage sont disponibles uniquement pour un petit groupe d'enquêtes
Périmètre			
Accès aux services financiers et coût	Les sociétés classent la gravité des contraintes liées à l'accès aux services financiers et au coût de ces derniers pour la croissance		
Sources de financement	Financement destiné au fonds de roulement et aux nouveaux investissements		
Crédit	Chapitre spécial traitant des demandes de prêt et de leurs résultats ainsi que des conditions des prêts bancaires octroyés aux sociétés. Taux d'intérêt, garanties exigées, conditions		
Utilisation de la microfinance	Sujet non traité	Sujet non traité	Sujet non traité
Taille de la société	Au moins 5 employés	Au moins 15 employés	Au moins 15 employés

A3. Synthèse des sources de données sur les opinions générales

	Afrobaromètre	Eurobaromètre	Latinobaromètre	World Values Survey ; Gallup World Poll
Entité d'exécution	Afrobarometer Consortium (à but non lucratif)	UE	Latinobarómetro Corporation (à but non lucratif)	World Values Survey Association (à but non lucratif)
Couverture	20 pays en Afrique	Tous les pays de l'UE	18 pays ALC	Niveau mondial : 40-60 pays
Unité d'échantillonnage principale	Ménages	Ménages	Ménages	Ménages
Ciblage principal	Démocratie/ gouvernance	Large éventail de questions sociales au sein de l'UE	Large éventail de questions sociales au sein de l'ALC	Large éventail de questions sociales
Nb de questions pertinentes sur les services financiers	Les enquêtés classent les prêts par rapport à d'autres problèmes que connaît le pays et que le gouvernement devrait résoudre	Un module spécial consacré à l'utilisation des services financiers – crédit, épargne, assurance, investissement. Comprend des informations sur l'utilisation transfrontalière de services	Les enquêtés évaluent leur confiance dans les banques (et les IFI); utilisation des comptes chèques et des cartes de crédit (au nombre des biens de consommation)	Comportement des épargnants et emprunteurs ; bien-être financier général
Fréquence	3-4 ans (4 séries depuis 1999)	Annuelle, depuis 1973	Annuelle, depuis 1995	Tous les 5 ans depuis 1990
Taille d'échantillon	1 200-3 000	1 000	1 000-1 200	1 000-2 000
Instrument d'enquête standard	Oui, à partir de 2008	Oui	Oui	Oui
Données sur le panel	Non	Non	Non	Non
Données accessibles au public	Oui, archivées à l'ICPSR	Oui, archivées à l'ICPSR	Non	Oui
Méthodologie	Échantillonnage aléatoire à étapes multiples ; représentativité nationale par rapport à la population en âge de voter	Échantillonnage aléatoire à étapes multiples ; représentativité nationale par rapport à la population adulte	Échantillonnage aléatoire à étapes multiples ; représentativité nationale par rapport à la population adulte	Échantillonnage aléatoire à étapes multiples ; représentativité nationale par rapport à la population adulte

A4. Synthèse des sources de données sur les intermédiaires financiers
(suite du tableau à la page suivante)

	MIX Market	MBB	BankScope	Beck et al. (2006) et Kumar (2008)	Enquêtes pays BAD	WSBI
Entité d'exécution	MIX	MIX	Fitch	Banque mondiale	BAD	Institut mondial des caisses d'épargne (WSBI)
Couverture	1 230 IMF dans plus de 60 pays	340 IMF (sous-échantillon du MIX Market)	55 pays	54-58 pays	9 pays	Au moins 70 pays
Fréquence	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Réalisée deux fois, mais la Banque mondiale envisage d'en faire un exercice annuel	Une fois	Une fois
Données sur le panel	Oui	Oui	Oui	—	—	—
Données accessibles au public	Oui	Non – résumés consolidés publiés sur MBB	Non	Non – résumés consolidés imprimés	Non – résumés consolidés imprimés	Non
Ciblage institutionnel	IMF	IMF	Banques commerciales	Grandes banques commerciales	IMF	Caisses d'épargne
Détail	Informations générales, portée et impact, données financières, états financiers audités, notations et évaluations	Caractéristiques institutionnelles, structure de financement, indicateurs de portée, indicateurs macroéconomiques, performance financière, indicateurs de performance générale	Produits de crédit, données comptables	Produits de crédit, accès (physique, coût des services), mesures consolidées au niveau national relatives à l'accès et au recours aux services financiers	Produits d'épargne et de crédit, estimations consolidées au niveau national de l'emploi du microcrédit	Enquête sur les caisses d'épargne, estimation du nombre de titulaires de comptes

	Situation de la microfinance dans la région EEAC-MFC	Couverture caisses d'épargne WOCCU	« Actualisation des données » BID	Rapport du Microcredit Summit	SendMoneyHome.org	Prix mondiaux des transferts d'argent
Entité d'exécution	MFC for Central & Eastern Europe and the New Independent States	WOCCU	Fonds multilatéral d'investissement BID	Microcredit Summit Campaign	DFID	SFI
Couverture	254 institutions dans 27 pays	env. 43 000 institutions dans 95 pays	Plus de 650 IMF dans 25 pays d'Amérique latine	3 600 IMF dans 130 pays	Plus de 200 institutions, 8 000 services différents	14 pays émetteurs et 67 pays receveurs
Fréquence	Annuelle, depuis 2003	Annuelle, depuis 1972	Irrégulière depuis 2001	Annuelle, depuis 1999	Les institutions peuvent actualiser leurs données chaque jour	Les institutions peuvent actualiser leurs données chaque jour
Données sur le panel	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Données accessibles au public	Non	Oui, en ligne	Oui	Non, uniquement données consolidées	Oui	Oui
Ciblage institutionnel	IMF, banques commerciales entrant sur le marché de la microfinance, coopératives d'épargne et de crédit	Coopératives d'épargne et de crédit	IMF	IMF	Établissements financiers offrant des services de transfert d'argent	Établissements financiers offrant des services de transfert d'argent
Détail	Actif, passif, fonds propres, risque de change, indicateurs financiers, performance sociale	Nombre de coopératives d'épargne et de crédit et de membres ; épargne, prêts, réserves et actifs pour les membres des coopératives d'épargne et de crédit affiliées au WOCCU	Nombre d'institutions, encours de crédits, nombre d'emprunteurs, taille moyenne des crédits en cours	Nombre total d'emprunteurs et d'épargnants, degré de portée	Prestataire, type de transfert, frais d'envoi, taux de change, obligation ou non de détenir un compte en banque	Prestataire et total des frais encourus (pour des transferts de 200 et 500 USD) par l'émetteur (dont frais de transaction plus commission de change, délai d'exécution des transferts en nombre de jours)

A5. Synthèse des sources de données sur les règlements/politiques

	Doing Business	Indicateurs de développement du secteur financier	Systèmes internationaux de paiement	Microscope - ALC BID	Centre de ressources du CGAP sur la réglementation et la supervision	Réglementation et supervision des banques
Entité d'exécution	SFI	Banque mondiale	Banque mondiale	BID/EIU	CGAP/IRIS	Banque mondiale
Couverture	Au moins 80 pays	Au moins 80 pays	142 pays	15 pays ALC	52 pays	143 pays
Fréquence	Annuelle, depuis 2003	Annuelle, depuis 1960 ; abandonnée en 2007	Exercice unique ; enquête réalisée en 2007	2007 et 2008	Actualisation irrégulière	2003, 2007
Accessible au public	Oui ; données téléchargeables	Oui ; données téléchargeables	Oui	Oui	Oui	Oui
Ciblage	Environnement institutionnel	Développement du système financier au niveau macro	Systèmes nationaux de paiement et de règlement des opérations sur titres	Cadre réglementaire	Réglementation et supervision de la microfinance	Réglementation et supervision des banques
Détail	Centrale des risques/règles d'enregistrement (particuliers et entreprises ; dossiers positifs et négatifs)	Indicateurs de producteur et d'étendue du système financier	Cadre juridique/réglementaire ; paiements de montant élevé ; paiements de détail ; règlements en devises ; paiements et transferts d'argent transfrontaliers ; surveillance du système de paiements	Couvre la réglementation des activités de microcrédit, la formation et le fonctionnement d'IMF spécialisées réglementées/supervisées, la formation et le fonctionnement d'IMF non réglementées, les capacités de réglementation et de contrôle	Indicateurs nationaux et approche globale de la réglementation, conditions d'octroi des agréments et normes, capital et réserves, directives de gestion du risque, reporting et supervision, traitement fiscal, autres lois pertinentes régissant le commerce	Exigences et pouvoirs réglementaires concernant l'entrée dans le secteur bancaire, la structure de participation, le capital, les attributions et activités, l'audit, l'organisation, la liquidité, la constitution de provisions, la comptabilité et les déclarations, les mesures d'incitation établies pour les cadres, la garantie des dépôts et les mécanismes disciplinaires, notamment la sortie du secteur bancaire

A6. Synthèse des sources de données sur les financeurs

	Enquête du CGAP sur les sources de financement de la microfinance	FIRST Initiative	MIX Market	CAD OCDE	PLAID
Entité d'exécution	CGAP	FIRST Fund	MIX	OCDE	William and Mary College
Couverture	Investissement direct et indirect dans les IMF réalisé par les bailleurs, investisseurs privés, IFD et VIM Couverture en 2008 : 58 VIM, 22 investisseurs, 33 bailleurs	Projets de développement des systèmes financiers financés par des IFI, IFD (env. 2 000 projets depuis 2002)	Fonds privés et publics investissant dans les IMF (plus de 100 fonds)	Flux annuels de l'aide publique au développement (APD) depuis 1975, ventilés par bailleur et secteur	Flux de l'APD vers les projets depuis 1973 ; investissements par bailleurs multilatéraux, bilatéraux
Fréquence	Annuelle (2005-2008)	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Données accessibles au public	Synthèses disponibles	Oui, en ligne	Non – chiffres consolidés sur site web et MBB	Oui	Oui, à l'avenir
Produits	Dettes, fonds propres, subventions, garanties	Dettes, subventions, garanties de prêts	Dettes, subventions	APD : dettes, subventions, garanties de prêts	Avis à paraître

Annexe B. Informations supplémentaires

B1. Sources de données sur les ménages

LSMS	www.worldbank.org/LSMS/
Module services financiers LSMS	go.worldbank.org/ARGZ333710
	go.worldbank.org/1Y21D216B0
	go.worldbank.org/8GZ042CXT1
FinScope	www.finscope.co.za
MECOVI	www.iadb.org/sds/pov/site_19_e.htm
Sources BID-ALC	http://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getDocument.aspx?DOCNUM=1384010
Financial Diaries – Afrique du Sud	www.financialdiaries.com

B2. Sources de données sur les entreprises

Climat d'investissement

www.enterprisesurveys.org

B3. Sources de données générales d'opinion

Eurobaromètre	ec.europa.eu/public_opinion/index_en.htm
Afrobaromètre	www.afrobarometer.org
Latinobaromètre	www.latinobarometro.org ou www.jdsurvey.net
World Values Survey	www.worldvaluessurvey.org
Gallup World Poll	www.gallup.com/consulting/
	worldpoll/24046/about.aspx

B4. Sources de données sur les intermédiaires financiers

MIX Market	www.mixmarket.org
Microfinance Bulletin	www.mixmbb.org
Enquêtes pays BAD	www.adb.org/Publications/subject.asp?id=166&p=microfnc
Microscope microfinance BID	www.iadb.org/mif/microscope.cfm
BankScope	www.bvdep.com/BANKSCOPE.html
Beck — Bank Services for Everyone	siteresources.worldbank.org/DEC/Resources/Beck-DemirgucKunt-MartinezPeria0207.pdf

Réseaux postaux	www.wsbi.org/uploadedFiles/Thematic/PostalFinvces.pdf
Banque mondiale — Banking the Poor	Voir Kumar et al. (2008)
Rapports statistiques WOCCU	www.woccu.org/publications/statreport
Situation de la microfinance dans la région EAC-MFC	http://www.mfc.org.pl/images/pliki/mapping_2006_eng-2.pdf
Envoi d'argent — Banque mondiale	http://remittanceprices.worldbank.org
Send Money Home	www.sendmoneymoneyhome.org

B5. Sources de données sur la réglementation et les politiques

SFI – Doing Business	www.doingbusiness.org
Caprio et al. — Bank Supervision	go.worldbank.org/SNUSW978P0
Centre de ressources du Microfinance Gateway	www.microfinancegateway.org/resource_centers/reg_sup/article/24991/
Banque mondiale — Banking the Poor	Voir Kumar et al. (2008)
Envois d'argent — Banque mondiale	http://go.worldbank.org/QOWEWD6TA0
Données sur les systèmes de paiements CPSS/BIS	www.bis.org/cpss/paysysinfo.htm
Enquête sur les paiements – Banque mondiale	Voir García et al. (2008)
Swiss Re (2008)	http://www.swissre.com/resources/d901cb004a24e38e9426d71e1eec54e8-sigma3_2008_e.pdf

B6. Sources de données financeurs

CAD OCDE	www.oecd.org/dac
FIRST Initiative	www.firstinitiative.org/InformationExchange/index.cfm
PLAID (William & Mary)	irtheoryandpractice.wm.edu/projects/plaid/
Enquêtes du CGAP sur les sources de financement	www.cgap.org/p/site/c/donors/
	www.cgap.org/p/site/c/template_rc/1.26.2114

B7. Enquêtes sur les sources de données

FSDI	www.fsdi.org
OCDE (2005)	http://www.oecd.org/document/28/0,3343,en_2649_15251491_35802524_1_1_1_1,00.html
Honohan (2007)	
Pesaresi et Pilley (2003)	
Brésil, Colombie, Inde et Mexique — Kumar et al. (2004), Basu et Srivastava (2005) et Caskey, Solo et Durán (2004)	
Peachey et Roe (2004)	

Bibliographie

- Barth, J., Caprio, G. et Levine, R., “Bank Regulations Are Changing: For Better or Worse”, World Bank Policy Research Working Paper n° 4646, Washington, D.C. : Banque mondiale, juin 2008. go.worldbank.org/SNUSW978P0.
- Beck, T., Al-Hussainy, E., Demirguc-Kunt, A. et Zia, B., “Household Use of Financial Services”, World Bank Development Economics Research Group, mars 2008. go.worldbank.org/JFNYRC41X0.
- Beck, T., Demirguc-Kunt, A. et Soledad Matrinez Peria, M., “Banking Services for Everyone? Barriers to Bank Access and Use Around the World”, World Bank Policy Research Working Paper n° 4079, Washington, D.C. : Banque mondiale, décembre 2006. papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=950134.
- Tejerina, L., Bouillon, C. et Masci, P., “Financial Services and Poverty Reduction in Latin America and the Caribbean”, Washington, D.C. : Banque inter-américaine de développement, décembre 2006. www.iadb.org/sds/publication/publication_4577_e.htm.
- Christen, R. P., Rosenberg, R. et Jayadeva, V., “Financial Institutions with a Double Bottom Line: Implications for Microfinance”, Étude spéciale n° 8, Washington, D.C. : CGAP, 2004 (existe en français sous le titre « Institutions financières poursuivant un “double objectif de résultat” : implications pour l’avenir de la microfinance »).
- Claessens, S., “Access to Financial Services: A Review of the Issues and Public Policy Objectives”, World Bank Policy Research Working Paper 3589, Washington, D.C. : Banque mondiale, mai 2005. papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=744644.
- Collins, D. et Morduch, J., “Banking Low-Income Populations: Perspectives from South Africa”, extrait de Michael Barr et Rebecca Blank, eds., *Insufficient Funds—Savings, Assets, Credit and Banking Among Low-Income Households*, à paraître. <http://www.financialdiaries.com/files/Banking%20low%20income%20populations.pdf>.
- Cull, B. et Honohan, P., “Using Surveys to Measure Households’ Access to and Use of Financial Services”, Washington, D.C. : Banque mondiale, go.worldbank.org/1Y21D2I6B0.

- Daley-Harris, S. et al., “State of the Microcredit Summit Campaign, Report 2007”, Washington, D.C. : Microcredit Summit Campaign, 2007. <http://www.microcreditsummit.org/pubs/reports/socr/EngSOCR2007.pdf>.
- De Luna Martinez, J., “Workers’ Remittances to Developing Countries: A Survey with Central Banks on Selected Public Policy Issues”, World Bank Policy Research Working Paper 3638, Washington, D.C. : Banque mondiale, juin 2005. go.worldbank.org/0YT8RXSE40.
- Demirguc-Kunt, A., Beck, T. et Honohan, P., “Finance for All? Policies and Pitfalls in Expanding Access”, World Bank Policy Research Report, Washington, D.C. : Banque mondiale, 2008. go.worldbank.org/HNKL9ZHO50.
- Emerging Markets Economics, “Financial Access Indicators Stocktake”, Londres : Department for International Development, avril 2005. www.microfinancegateway.org/redirect.php?mode=link&id=34121.
- García, J. A. et al., “Payment Systems Worldwide: A Snapshot”, Payments System Development Group, Washington, D.C. : Banque mondiale, 2008. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTFINANCIALSECTOR/EXTPAYMENTREMITTANCE/0,,contentMDK:21813290~noURL:Y~pagePK:210058~piPK:210062~theSitePK:1943138,00.html>.
- Honohan, P., “Household Financial Assets in the Process of Development”, extrait de James B. Davies, ed., *Personal Wealth from a Global Perspective*, UNU-WIDER Studies in Development Economics, Oxford : Oxford University Press, à paraître. www.wsbi.org.
- Honohan, P., “Measuring Microfinance Access: Building on Existing Cross-Country Data”, World Bank Policy Research Working Paper n° 3606, Washington, D.C. : Banque mondiale, mai 2005. papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=753568.
- Honohan, P., “Financial Sector Policy and the Poor: Selected Findings and Issues”, World Bank Working Paper 43, Washington, D.C. : Banque mondiale, 2004. papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=874524.
- Kneiding, C. et Rosenberg, R., “Variations in Microcredit Interest Rates”, Brief, juillet 2008, Washington, D.C. : CGAP. http://www.cgap.org/gm/document-1.9.5030/Briefs_VarInMicrocredit.pdf.
- Kumar, A. et al., “Banking the Poor”, World Bank Financial Access Unit, avant-projet non publié, juillet 2008.
- Peachey, S. et Roe, A., “Access to Finance—What Does It Mean, and How Do Savings Banks Foster Access?”, Bruxelles : Institut mondial des caisses d’épargne, janvier 2006.

- Peachey, S. et Roe, A., "Access to Finance: Measuring the Contribution of Savings Banks", Bruxelles : Institut mondial des caisses d'épargne, 2005. www.wsbi.org/template/content.aspx?id=1104.
- Porteous, D., "Financial service access and usage in Southern and East Africa: What do FINSCOPE surveys tell us?", FinMark Trust, 2007. <http://www.finscope.co.za/documents/2007/CrossCountryreport.pdf>.
- Swiss Re, "World Insurance in 2007: Emerging Markets Leading the Way", Sigma, n° 3, 2008. www.swissre.com/pws/research%20publications/sigma%20ins.%20research/sigma_no_3_2008.html.
- Tejerina, L., "Financial markets and poverty: An inventory of microdata for research about financial markets in Latin America and the Caribbean", Unité Pauvreté et inégalités, Banque interaméricaine de développement, manuscrit non publié, 2007. www.iadb.org/sds/doc/POV-FinMkts.doc.
- Tejerina, L. et Westley, G., "Financial Services for the Poor— Household Survey Sources and Gaps in Borrowing and Saving", Banque interaméricaine de développement, série de publications du Département du développement durable, mai 2007. idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=1052427.